



RAPPORT DE MONITORING

Référence du monitoring MR-128970.01
Date du rapport 23/12/2010
Titre du Projet SOUTIEN ET MISE EN RESEAU DES ACTEURS INSTITUTIONNELS ET DE LA SOCIETE CIVILE DANS POUR LA PROMOTION DES DROITS DE L'ENFANT, LA REHABILITATION DES ENFANTS VICTIMES DU TERRORISME

I. DONNÉES DE L'INTERVENTION

Type de rapport de monitoring:	Ongoing
Type d'aide:	Project approach
Projet:	Projet pays unique/ Projet national
Gestion du projet:	Projet géré par la Délégation (déconcentré)
Financé sur ligne budgétaire thématique:	Oui
Numéro CRIS:	C-154949
Titre du Projet sur base de la Convention de financement/de la Décision de financement:	Soutien et mise en réseau des acteurs institutionnel et de la Société Civile pour la promotion des droits de l'enfant, la réhabilitation des enfants victimes du terrorisme
Domaine:	DCI-HUM - Developpement - Social et Humain
Secteur CAD-SNPC:	15160 - Droits de la personne
Code CAD - SNPC additionnel:	15160 - Droits de la personne
Zone géographique:	DZ - Algérie
Mot clé (pour interventions innovantes):	
Date signature Convention de financement/Décision de financement/Contrat:	28/11/2008
Responsable au siège:	Daniele Marchesi
Responsable à la délégation:	Silvia di Santo
Moniteur:	Cecilia Olmos
Autorité en charge du projet:	Comitato Internazionale per lo Sviluppo dei Popoli
Type de partenaire de mise en oeuvre:	International NGO/CSOs/Universities
Date de démarrage - prévue:	01/12/2008
Date de fin - prévue:	31/05/2011
Date de démarrage - réelle:	01/12/2008
Date de fin - probable:	28/02/2011
Date de mission de monitoring:	
De: 21/11/2010	à: 02/12/2010

II. DONNÉES FINANCIÈRES

Engagement primaire (financement CE):	€	509,000
Budget alloué pour AT:	€	Pas disponible
Engagement secondaire (fonds contractés de la contribution CE):	€	509,000
Autres fonds (gouvernement ou autres donateurs):	€	56,559
Budget total de l'opération:	€	565,559
Montant total déboursé par la CE:	€	324,432
Données financières datées du:		15/12/2010

III. APPRÉCIATIONS

1. Pertinence et qualité de la conception	b
2. Efficience de mise en oeuvre à ce jour	b
3. Efficacité à ce jour	b
4. Impacts attendus	a
5. Viabilité potentielle	b

Note: a = très satisfaisant; b = satisfaisant; c = problèmes; d = sérieux problèmes

IV. RÉSUMÉ DES CONCLUSIONS

1. Pertinence et qualité de la conception.

Le Projet « *Soutien et mise en réseau des acteurs institutionnels et de la société civile pour la promotion des droits de l'enfant et la réhabilitation des enfants victimes du terrorisme* » garde toute sa pertinence initiale. Il a été conçu dans le cadre d'une action de l'Organisation Non Gouvernementale italienne, « *Comitato Internazionale per lo Sviluppo dei Popoli* » (CISP). Le Projet cherche à mettre en place une intervention en faveur des enfants et des jeunes affectés directement ou indirectement par le terrorisme, à différents niveaux : i) interpellation des politiques, ii) sensibilisation et mobilisation de la société civile, iii) renforcement des compétences des professionnels en lien avec les populations.

L'action s'inscrit avec cohérence dans les options de l'Initiative Européenne de Droits de l'Homme (IEDDH) et avec les politiques du gouvernement algérien concernant la réconciliation nationale, appelé « *Concorde civile* ». Le Cadre Logique (CL) est bien conçu, nonobstant la définition de trois Objectifs Globaux. Les IOVs sont cohérents, mais il manque des IOVs qualitatifs pour connaître les changements d'attitudes et de comportements des groupes bénéficiaires et des IOV relatifs à la participation des femmes, groupe bénéficiaire majoritaire.

L'analyse de risques et des hypothèses est valable, mais pas suffisante et la gestion des risques n'a pas été bien prise en considération lors de la formulation du Projet, et elle est peu présente dans la méthodologie d'intervention. Cette absence est importante, car le contexte du projet varie continuellement, tant au niveau du pays comme du quartier de Bâb El Oued, où se développe l'action.

Le projet n'inclut pas une stratégie de sortie. L'architecture institutionnelle est adéquate. Le CISP assure la gestion du projet à tous les niveaux, un accord avec les associations partenaires AMINE et SOS Culture Bâb el Oued a été conclu et une Convention a été signée. Un suivi qui intègre la notion de transfert d'activités a été mis en place, ainsi que la mise en relation entre les associations et les services de l'état

2. Efficience de mise en oeuvre à ce jour.

Le Programme montre une grande efficience. Le budget est de €, 565,559 et la contribution communautaire est de 509,000.00 (90%). En 12/2010, €.324.432 sont transférés (57% de l'apport communautaire) ; les dépenses s'élèvent à €.429.436 (76% du budget total). Il n'y a eu aucun retard ou problème de disponibilité de ressources pour la mise en oeuvre et la gestion administrative et financière est efficace.

Les activités ont été réalisées comme prévu avec une participation très forte des acteurs institutionnels et des bénéficiaires. Le suivi régulier a permis l'accompagnement des associations. Cette deuxième année de mise en oeuvre opérationnelle a été décisive. Les formations et différentes réunions qui ont eu lieu, ont permis d'avancer vers la constitution d'un réseau effectif entre les professionnels de différentes fonctions (médecin, psychologue, éducateur, conseiller d'orientation, assistant social), et de différents secteurs d'activités (société civile, éducation nationale, solidarité nationale, jeunesse et sports, santé et contrôle), et aussi d'autres régions, autour d'une même préoccupation pour l'enfant et sa famille. Le projet a pu toucher dans ce travail d'activation du réseau plus de 250 professionnels de l'aide, du soin, de l'éducation, de la solidarité et du contrôle, qui ont la responsabilité de prendre en charge des enfants en détresse et leur famille. Aussi 200 adultes sont sensibilisés aux Droits de l'enfant.

La structure institutionnelle est une garantie d'une mise en oeuvre efficace : un Comité de Suivi assure la bonne évolution du projet et envisage des modifications si nécessaire. Des réunions d'équipe mensuelles entre les 2 partenaires algériens, Amine et SOS Culture de Bâb El Oued, assurent une meilleure circulation de l'information et permettent d'évaluer le travail fait par l'équipe. Cette méthodologie de participation interactive est capitale en Algérie pour permettre la réappropriation du projet par les partenaires et la pérennisation des activités. Le suivi et l'évaluation sont intégrés dans la stratégie de collecte systématique de données.

La communication entre les responsables du Projet et la DUE est excellente, tout comme la relation de confiance entre le CISP et Amine et SOS Culture de Bâb El Oued. Le Projet a établi des relations avec des associations qui travaillent dans le même secteur, ce qui a mis à disposition des ressources juridiques existantes aux enfants et familles - principalement le CIDDEF (Centre d'Information des Droits De l'Enfant et de la Femme), la LADDH (Ligue Algérienne Des Droits de l'Homme), le Réseau NADA (Réseau pour la protection des droits de l'enfant).

3. Efficacité à ce jour.

Les résultats sont en voie d'être atteints et le bilan est très positif. Concernant la formation, près de 90% des objectifs établis ont été obtenus, 40 personnes parmi les professionnels initiés sont formées

et 1400 enfants ont été pris en charge par les professionnels initiés au travail de réseau. 200 adultes ont été sensibilisés aux Droits de l'enfant, (directement ou indirectement), 70 bénéficiaires (adultes) directs ont été préparés à la pratique de la non violence.

Les activités de diffusion ont touché une population plus large. Les groupes cibles ont accès et utilisent les résultats disponibles et les Associations partenaires ont pu acquérir une plus grande légitimité aux yeux des Institutions de l'état. La mise en place du Projet a évidemment modifié la donne, mais le projet est constamment sous pression, conséquence de la situation variable du pays et des difficultés de travailler sur des thématiques concernant les années de violence. La continuité de la peur a troublé la mise en place de nouveaux espaces d'expression citoyenne durables et effectifs. Cependant, les effets sont plutôt positifs, quoique le Programme touche seulement un quartier d'Alger (Bâb El Oued).

Le projet a prévu un travail sur la mémoire, moyennant un soutien des acteurs associatifs et institutionnels dans la création d'espaces de débats autour de la thématique de la réconciliation nationale. Mais il y a des risques divers dans les rapports avec les institutions de l'état, qui pourraient être méfiants quant à la divulgation de certaines informations et avec les jeunes victimes de la guerre civile et leurs familles qui restent encore craintives.

4. Impacts attendus.

Cinq facteurs continuent à susciter l'espoir d'une évolution positive de la situation de départ :

- 1) émergence et mise en réseaux d'un certain nombre d'institutions et intervenants, d'un bon niveau, exemple à suivre et force motrice pour les autres ;
- 2) l'expérience réunie dans le cadre du Projet, dont l'impact est important en termes de renforcement des capacités des ONG nationales ;
- 3) le dynamisme des professionnels concernés par le projet qui voient leurs pratiques s'améliorer au fur et à mesure
- 4) les enfants maltraités et/ou victimes sont pris en charge, bien diagnostiqués et dans les temps. Les enfants commencent aussi à bénéficier de la présence des animateurs en gestion positive des conflits et ils montrent un changement positif, les relations entre enfants sont moins brutales et les enfants se sentent en confiance ;
- 5) La population du quartier et au niveau nation est plus sensibilisée sur des thématiques douloureuses pour eux et pour la société dans son ensemble.

5. Viabilité potentielle.

Les perspectives de durabilité sont liées à la possibilité d'un appui au niveau financier / économique continu pour les Associations locales. Si une certaine dynamique liée de dialogue institutionnel débutant entre les réseaux d'organisations qui travaillent pour la protection de l'enfant et les institutions de l'Etat commence à se développer, non sans difficultés, elles n'ont pas les moyens pour exister et agir, seulement pour survivre. A cela s'ajoute le contexte dans lequel elles agissent. Certains risques et contraintes, qui sont étroitement liés à la situation politique du pays persistent. Du fait que l'approche ouverte a la problématique est très récente, à l'heure actuelle il y a peu de possibilités de soutien du secteur public après la fin du projet, mais Il est fort probable que certaines actions soient incorporées à la planification communale. Reste à espérer que le plan de sensibilisation et formation mis en pratique par le projet, ait permis de préparer un certain nombre de cadres des trois Institutions de l'Etat impliquées : le Ministère de l'Education, le Ministère de la Santé et des Associations locales. Les professionnels ont acquis des compétences et les responsables institutionnels ont pris conscience de l'importance de l'action entamée. Néanmoins comme l'approche de l'action est nouvelle, il faudra attendre des changements culturels et politiques profonds, pour qu'une réelle dynamique s'installe.

V. OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

Un Projet important de renforcement de la Société Civile, soutien concret à ses actions et appui aux Institutions de l'Etat dans la conception d'une dynamique de collaboration et complémentarité.

Projet :

- i) Définir des IOVs qualitatifs pour mesurer les changements d'attitude et de comportement des bénéficiaires et des IOV relatifs à la participation des femmes.
- ii) Concevoir une stratégie de sortie.
- iii) Réaliser une systématisation de l'expérience et des recommandations pour la suite de l'action.
- iv) Accompagner les Associations Partenaires (AMINE et SOS Culture Bab el Oued dans la recherche d'autres partenaires financiers.